



### Décision du Maire n° DEC2024/0137

**Objet :** Mise à disposition de locaux - Médiathèque - « La Petite Salle »  
Maison de santé pluridisciplinaire Rodez centre  
Mardi 18 juin 2024

Le Maire de la Ville de Rodez,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 permettant au Maire, par voie de décision et sur délégation du Conseil Municipal, de gérer les affaires courantes de la collectivité,

Vu la délibération N° DEL2020-089 du Conseil Municipal en date du samedi 11 juillet 2020 rectifiée par la délibération N° DEL2020-277 du Conseil Municipal du vendredi 18 décembre 2020 déléguant au Maire la charge de gérer, par voie de décisions, les affaires telles que précisées par les articles du Code Général des Collectivités Territoriales ci-dessus rappelés,

Vu la convention ci-annexée,

### Décide

#### Article 1 : Objet

La Ville met, à titre précaire et révocable, à la disposition de la Maison de santé pluridisciplinaire Rodez centre, représentée par Mme Aurore BOUTRY-DELMAS, coordinatrice, la salle d'animation de la Médiathèque appelée « La Petite Salle ».

#### Article 2 : Durée et date d'effet

La mise à disposition est consentie pour la seule journée du 18 juin 2024 de 20h à 22h.

#### Article 3 : Loyer (Indemnité ou redevance)

La salle est mise à disposition à titre gratuit.

#### Article 4 : Condition d'exécution

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

La présente décision sera transmise en Préfecture et publiée.

Ampliation de la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Aveyron.

#### Article 5 : Recours

Conformément aux articles R421-1 et R421-5 du Code de Justice Administrative, la présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication, notification et transmission en Préfecture.

#### Article 6 : Compte-rendu des décisions du Maire prises par délégation du Conseil Municipal

Monsieur le Maire rendra compte de la présente décision à la prochaine séance du Conseil Municipal.

Fait à RODEZ, le 18 juin 2024

Le Maire certifie exécutoire la présente décision  
Transmise en Préfecture le 21 juin 2024  
Publiée le 21 juin 2024

Par Délégation du Conseil Municipal  
Le Maire  
Signé : Christian TEYSSEDE  
Acte dématérialisé

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX 2024**  
**VILLE DE RODEZ – MAISON DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE RODEZ CENTRE**

Entre :

**La Ville de Rodez** sise place Eugène Raynaldy, 12000 RODEZ représentée par M. Christian TEYSSÉDRE, Maire, agissant en cette qualité, par décision n°2024-0137, en date du \_\_\_\_\_ prise dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par délibération du Conseil Municipal en date du 11 juillet 2020, rectifiée par délibération en date du 18 décembre 2020 conformément aux articles L.2122-22 et L.2122-23 du code général des collectivités territoriales, ci-après désignée « la Ville », d'une part,

Et,

**La MSP Rodez Centre**, dont le siège social est 14, rue du Touat- 12000 RODEZ, représentée Mme Aurore BOUTRY-DELMAS, en sa qualité de coordinatrice, ci-après désignée « **le bénéficiaire** », d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit, à titre de convention d'occupation précaire et révocable d'un immeuble du domaine public

**Article 1 - Objet**

La Ville met, à titre précaire et révocable, à la disposition du bénéficiaire la salle d'animation de la Médiathèque appelée La Petite Salle.

Cette salle est destinée à un usage administratif et associatif qui devra être conforme aux activités du bénéficiaire telles qu'elles sont définies dans ses statuts. En conséquence, le bénéficiaire s'interdit de l'utiliser pour d'autres fins.

Le bénéficiaire déclare connaître les lieux et qu'il n'est pas nécessaire de les décrire plus. Il les accepte en l'état.

En tout état de cause, le bénéficiaire ne peut invoquer un quelconque droit réel, ni la propriété commerciale telle que prévue par le décret du 30 septembre 1953 compte tenu de l'inapplication de ce texte sur des biens appartenant au domaine public.

**Article 2 - Durée et date d'effet**

La présente mise à disposition est consentie pour la seule journée du 18 juin 2024 de 20h00 à 22h00.

A l'échéance du terme prévu et sans qu'aucune formalité ne soit nécessaire, la présente convention cessera de plein droit de produire ses effets sauf accord préalable contraire et exprès des deux parties.

Elle peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment et sans justifier de motif. Dans ce cas, le bénéficiaire ne peut en aucun cas invoquer un droit acquis ou une circonstance de nature à réclamer une indemnisation.

**Article 3 - Obligations du bénéficiaire**

Le bénéficiaire prend possession des lieux dans l'état où ils se trouveront le jour de l'entrée en jouissance.

Pendant toute la durée de mise à disposition des locaux, le bénéficiaire s'engage à les occuper avec toutes les diligences nécessaires, à les entretenir et à ne procéder aux aménagements qu'il jugera convenables qu'avec l'accord exprès de la Ville.

Dans le cas contraire, il s'expose à la remise en état des lieux et, le cas échéant, à ses frais et risques.

Le bénéficiaire s'engage à prévoir toutes mesures de protection et de sécurité nécessaires à la bonne conservation des locaux.

Le bénéficiaire sera seul responsable des accidents, incidents et dommages de toute nature portant atteinte tant aux locaux mis à disposition qu'à l'intégrité physique de toute personne présente dans les locaux.

Par conséquent, le bénéficiaire s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile du fait de l'utilisation de ce local (dommages causés aux matériels utilisés et aux locaux mis à disposition) et de son activité à l'égard des tiers (dommages causés aux personnes fréquentant les locaux et au public) et les risques locatifs.

Seul le bénéficiaire signataire de la présente convention est habilité à utiliser le lieu mis à sa disposition pour l'objet mentionné à l'article 1. En aucun cas, il ne peut sous traiter ou céder à un tiers, à titre gratuit ou à titre onéreux, le bénéfice de la présente convention.

**Article 4 : Restitution**

Le bénéficiaire devra restituer lesdits locaux libres de tous encombrants et en bon état de propreté et réparation. Les opérations de nettoyage, et le cas échéant, de réparation, sont à la charge du bénéficiaire. En cas de défaillance de celui-ci, la Ville se réserve le droit de facturer les opérations de remise en état ou de nettoyage.

**Article 5 : Réclamation - Litige**

Le tribunal administratif de Toulouse est seul compétent pour connaître les litiges relatifs à la passation ou à l'exécution de la présente convention.

Au préalable, les parties peuvent recourir à une tierce personne de leur choix pour procéder à un arbitrage ou concilier les prétentions de chacune d'elle.

Fait à RODEZ, en deux exemplaires originaux, le

Pour la ville de Rodez,  
Le Maire,

La MSP Rodez Centre,

La Coordinatrice

Christian TEYSSÉDRE  
Accusé de réception en préfecture  
012-211202023-20240618-DEC20240137-AU  
Reçu le 21/06/2024

Aurore BOUTRY - DELMAS

Accusé de réception en préfecture  
012-211202023-20240618-DEC20240137-AU  
Reçu le 21/06/2024

Accusé de réception en préfecture  
012-211202023-20240618-DEC20240137-AU  
Reçu le 21/06/2024